

«Ceci n'est pas un musulman»

La question musulmane sature les débats publics de société depuis plus de deux décennies avec un sentiment d'inquiétude qui le dispute à l'angoisse et à la volonté de remise en ordre.

Pour les sciences sociales en Belgique francophone, la présence musulmane est loin de constituer une réalité nouvelle. Cela fait de très nombreuses années que des études sont menées sur les parcours migratoires, l'insertion socio-économique, l'identité religieuse et culturelle, etc., de ces populations. Et pourtant, le sentiment prévaut que les musulmans, qu'ils soient convertis ou issus d'immigrations, adressent à nos sociétés des questions toujours renouvelées et perçues comme toujours plus provocantes pour le vivre ensemble (voile, halal, djihadisme, etc.). Nous serions arrivés selon certains observateurs à une situation d'antagonisme entre «musulmans» et «non-musulmans».

Si l'on ne s'étonnera pas de voir ces questions mobilisées politique-

Collectif de chercheurs du CEDEM-Ulg*

ment par des forces dont le fond de commerce historique repose sur le racisme et la xénophobie, on ne peut pas davantage éluder le fait qu'elles agitent tracassent, perturbent également, les avocats les mieux disposés à l'endroit de la cause de la diversité culturelle.

Dans ce contexte, le défi pour les sciences sociales est de rendre compte de la réalité dans toute sa complexité et de parvenir à s'extraire des fausses évidences du sens commun.

Or s'il est un domaine où les catégories d'analyse sont plus qu'ailleurs chargées idéologiquement, c'est bien dans celui de l'étude de l'altérité, et plus particulièrement dans celui des identités musulmanes en Europe.

Une fausse évidence à dénoncer est l'idée même qu'il existerait un homo islamicus, aux croyances et pratiques unifiées. Si ce musulman

singulier existe, c'est davantage dans un coin de nos têtes qu'au coin de la rue. Il faut s'interdire de considérer que les personnes originaires d'un pays où l'islam est la religion majoritaire fonctionnent sur des schémas identiques où la religion serait l'élément déterminant du rapport à la société.

Discriminations massives

Ne peut-on pas considérer comme toute une tradition des sciences sociales nous y invite que le travail, l'enseignement, le logement, la vie civique offrent des clés de compréhension beaucoup plus puissantes, y compris pour comprendre le vécu des musulmans les plus orthodoxes dans leur pratique? Faut-il nécessairement qualifier de «réveil du religieux» ce qui semble relever chez cette partie de la jeunesse qui se définit comme musulmane comme la volonté d'être tout simplement mieux respectée et reconnue?

Ne faut-il pas considérer que les discriminations massives que rencontrent de nombreux jeunes et les injustices qu'ils perçoivent sont en soi un incitant à traduire leur révolte en conflits identitaires?

Est-il par ailleurs interdit de penser que la religion joue un rôle secondaire dans la vie de nombreux citoyens belges qui sont appréhendés via la catégorie englobante du «musulman»?

Que dire dès lors de la catégorie du «non-musulman» qui apparaît dans le titre d'une étude récente financée par la Fondation Roi Baudouin? Comment une catégorie aussi vaste qu'artificielle en est-elle venue à connaître ce succès auprès d'institutions et de chercheurs qui devraient être les premiers à s'en méfier.

Le «non-musulman», est non seulement une catégorie «fourretout», mais une construction

étrange, artificielle et dangereuse de l'idée de population majoritaire. Étrange et artificielle, elle l'est par le renversement de perspective qu'elle impose. Dangereuse, elle apparaît en ce qu'elle est symé-

trique et équivalente à la volonté d'homogénéiser les musulmans que nous dénonçons plus haut.

Cette construction n'est possible que par le biais d'une simplification abusive: considérer que les discours majoritaires sur l'islam et les musulmans formeraient un assemblage cohérent. Or il n'y a aucune raison de penser que les «non-musulmans» seraient dans un rapport unique et univoque à la présence de population de confession musulmane et à la multiplicité des enjeux qu'elle soulève.

Écran de fumée

Derrière l'écran de fumée des catégories «musulmans» et «non-musulmans» se trouvent des populations diversifiées, dont on devrait systématiquement parler au pluriel, c'est-à-dire en tenant compte de leur complexité interne, qui est irréductible à une question de rapport à la foi et au religieux.

Ce sont des catégories sociales multiples qui ne sont pas situées à l'identique dans l'ordonnement des rapports de pouvoir. C'est en cela que les conflictualités qui naissent sur des aspects de la pratique religieuse musulmane sont des enjeux situés, qu'on ne peut en aucune manière naturaliser. On ne peut pas présupposer que le rapport entre les soi-disant «musulmans» et «non-musulmans» sont aujourd'hui nécessairement des rapports de conflits et d'hostilité.

Si, comme nous avons pu l'observer, des musulmans s'engagent dans telle entreprise, par exemple, dans un combat sur les régimes hallal alors que d'autres musulmans dans des conditions identiques ne le font pas et si des entreprises le tolèrent alors que d'autres l'évitent, c'est probablement aussi parce que rien n'est plus différent d'un «musulman» qu'un autre «musulman», et un «non-musulman» d'un autre «non-musulman».

* Hassan Bousetta, Marco Martiniello, Jean-Michel Lafleur, Elsa Mescoli, Sarah Demart, Jeremy Mandin, Maria Vivas, Claudia Paraschivescu, Eric Florence.